

OPINION DISSIDENTE DE M. KRYLOV

Je partage l'opinion de la Cour selon laquelle l'Organisation des Nations Unies a le droit de présenter une réclamation internationale pour obtenir la réparation des dommages causés à l'Organisation elle-même, c'est-à-dire que je répons affirmativement à la question I a) posée à la Cour par l'Assemblée-générale. On peut ne pas douter que l'Organisation soit habilitée à défendre son patrimoine, en particulier, à réclamer le dommage direct subi par elle-même, y compris les sommes payées dans le cas où un fonctionnaire de l'Organisation subit un dommage dans l'exercice de ses fonctions, par exemple les frais d'obsèques, les dépenses médicales, les primes d'assurances, etc. Selon mon opinion, la réponse affirmative à la question I a) satisfait pleinement aux nécessités pratiques soulevées par le Secrétaire général des Nations Unies.

Me ralliant, pour une large part, aux arguments avancés dans les opinions dissidentes des juges Hackworth et Badawi Pacha, je pense que l'Organisation des Nations Unies n'a pas, selon le droit international en vigueur, le droit de réclamer la réparation des dommages subis par un de ses agents.

La majorité de la Cour fonde ce droit de réclamation sur le droit de protection fonctionnelle exercé par l'Organisation envers ses fonctionnaires et — plus généralement — ses agents.

Je ne peux que m'associer au désir exprimé unanimement par l'Assemblée générale des Nations Unies dans les « considérants » de la Résolution du 3 décembre 1948 : « assurer à l'avenir à leurs agents une protection maximum ».

Mais je pense que ce but doit être atteint *proprio modo*, c'est-à-dire par l'élaboration et la conclusion d'une convention générale. Je pense que l'on doit procéder de la même façon que dans le cas de la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation, des représentants des gouvernements et des fonctionnaires de l'Organisation.

Affirmer, dans l'avis de la Cour, le droit de protection internationale de l'Organisation envers ses agents comme droit existant, c'est introduire une règle nouvelle du droit international et — qui plus est — une règle qui est en concurrence avec celle de la protection diplomatique qui appartient à chaque État envers ses ressortissants.

La règle prétendue nouvelle de protection fonctionnelle fera naître des conflits ou des collisions avec le droit international en vigueur. Or, la Cour n'a pas le droit de créer un droit de protection fonctionnelle inconnu du droit international existant.

DISSENTING OPINION BY JUDGE KRYLOV.

[*Translation.*]

I agree with the Court's Opinion to the effect that the United Nations Organization has the right to bring an international claim with a view to obtaining reparation for damage caused to the Organization itself; i.e., I reply in the affirmative to Question I (a) put to the Court by the General Assembly. It is beyond doubt that the Organization is entitled to defend its patrimony; in particular, to claim compensation for direct damage caused to itself, including disbursements in cases where an official of the Organization has suffered injury in the performance of his duties: for example, funeral expenses, medical expenses, insurance premiums, etc. In my opinion an affirmative reply to Question I (a) fully meets the practical requirements referred to by the Secretary-General of the United Nations.

I agree in a large measure with the arguments used in the dissenting opinions of Judges Hackworth and Badawi Pasha, and I believe that the United Nations Organization is not entitled, according to the international law in force, to claim compensation for injuries suffered by its agents.

The majority of the Court has founded this right to bring a claim on the right of functional protection exercised by the Organization in regard to its officials and—more generally—its agents.

I entirely associate myself with the desire unanimously expressed by the General Assembly of the United Nations in the recital clauses of its Resolution of December 3rd, 1948, of "ensuring to its agents the fullest measure of protection....".

But I consider that this aim should be attained *proprio modo*, i.e., by the elaboration and conclusion of a general convention. I think that the problem should be approached in the same way as in the Convention concerning the Privileges and Immunities of the Organization, of representatives of governments and of the officials of the Organization.

To affirm, in the Court's Opinion, a right of the Organization to afford international protection to its agents as an already existing right, would be to introduce a new rule into international law and—what is more—a rule which would be concurrent with that of diplomatic protection which appertains to every State vis-à-vis its nationals.

The alleged new rule of functional protection will give rise to conflicts or collisions with the international law in force. The Court is not entitled to create a right of functional protection which is unknown in existing international law.

La Cour constate elle-même qu'elle se trouve devant « la situation nouvelle », mais elle se croit autorisée à raisonner, si l'on peut dire, *de lege ferenda*.

Je ne puis me rallier davantage aux affirmations suivantes de la majorité de la Cour. La Cour croit pouvoir comprendre le terme « agent » dans le sens le plus large. Il me semble qu'il faut interpréter limitativement le terme « agent ». Les représentants des gouvernements accrédités auprès de l'Organisation et les membres des délégations respectives ne sont pas des agents de l'Organisation. Les représentants des gouvernements, dans les commissions diverses de l'Organisation des Nations Unies, ne sont pas non plus des agents de l'Organisation des Nations Unies.

La collision entre les règles existantes du droit international (protection diplomatique des ressortissants) et les règles proclamées comme existantes par la Cour, c'est-à-dire les règles de protection fonctionnelle, s'intensifie encore plus par le fait que la majorité de la Cour affirme même que la protection de l'Organisation des Nations Unies envers son agent peut s'exercer contre l'État dont l'agent est ressortissant. On se trouve ainsi bien au delà des limites du droit international en vigueur.

Je ne perds pas de vue que la protection de l'Organisation des Nations Unies n'est que fonctionnelle, c'est-à-dire n'est affirmée que dans le cas où l'agent de l'Organisation « exerce ses fonctions », mais la collision entre deux modes de protection — celle de l'Organisation des Nations Unies et celle de l'État — subsiste quand même.

Il faut noter encore que les relations entre l'État et ses ressortissants relèvent essentiellement de la compétence nationale de l'État. La protection fonctionnelle affirmée par la Cour se trouve en contradiction avec cette règle bien établie.

Ainsi, je peux affirmer que la protection de l'Organisation des Nations Unies envers ses agents ne peut pas être fondée du point de vue du droit international en vigueur, même si nous avons en vue les relations entre l'Organisation des Nations Unies et ses États Membres.

Encore moins peut-on affirmer ce droit de l'Organisation des Nations Unies envers les États non membres. Il est vrai que l'article 2, paragraphe 6, de la Charte prévoit que les États qui ne sont pas membres des Nations Unies agissent conformément aux principes de l'Organisation (chapitre I de la Charte) « dans la mesure nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité internationales ». Mais ce paragraphe n'a que trop peu de lien avec le droit de l'Organisation des Nations Unies de présenter une réclamation internationale aux fins de recevoir la compensation du dommage.

Sans doute, les États non membres ne peuvent pas ne pas reconnaître l'existence de l'Organisation des Nations Unies comme un fait objectif. Mais, pour qu'ils soient liés par une obligation juridique

The Court itself states that it is confronted with a "new situation", but it considers itself authorized to reason—if I may so express it—*de lege ferenda*.

I am also unable to associate myself with the following affirmations of the majority of the Court. The Court considers that it may understand the term "agent" in the very widest sense. I think that the term "agent" must be interpreted restrictively. The representatives of the governments accredited to the Organization and the members of the different delegations are not agents of the Organization. Nor are the representatives of the governments in the different commissions of the United Nations agents of that Organization.

The conflict between the existing rules of international law (diplomatic protection of nationals) and the rules declared by the Court to be in existence—i.e., the rules of functional protection—is still further intensified by the fact that the majority of the Court even declares that the protection afforded by the United Nations Organization to its agent may be exercised against the State of which the agent is a national. We are thus far outside the limits of the international law in force.

I have not lost sight of the fact that the protection afforded by the United Nations is only functional, i.e., it is only asserted in cases where the agent of the organization is "performing his duties", but the conflict between the two methods of protection—that of the United Nations Organization and that of the State—nevertheless subsists.

It should also be observed that the relations between a State and its nationals are matters which belong essentially to the national competence of the State. The functional protection proclaimed by the Court is in contradiction with that well-established rule.

I therefore feel justified in asserting that the protection by the United Nations Organization of its agents could not be well founded from the standpoint of the international law in force, even if we are considering the relations between the United Nations and its Members.

Still less is it possible to assert this right of the United Nations Organization vis-à-vis non-member States. It is true that paragraph 6 of Article 2 of the Charter lays down that States which are not members of the United Nations should act in accordance with the Principles of the Organization (Chapter I of the Charter) "so far as may be necessary for the maintenance of international peace and security". But this paragraph has very little connexion with the right of the United Nations to bring an international claim with a view to obtaining reparation for damage.

It is true that the non-member States cannot fail to recognize the existence of the United Nations as an objective fact. But, in order that they may be bound by a legal obligation to the

envers l'Organisation, il faut que celle-ci conclue un accord spécial avec ces États.

Je me rallie à la préoccupation de la majorité de la Cour de trouver les moyens juridiques appropriés pour que l'Organisation des Nations Unies puisse atteindre ses buts — dans le cas présent, puisse protéger ses agents. Mais, comme je l'ai déjà dit, il faut fonder le droit de l'Organisation des Nations Unies de présenter la réclamation de droit international pour protéger son agent sur le consentement exprès des États, soit par l'élaboration et la conclusion d'une convention générale, soit par des accords de l'Organisation conclus avec les États respectifs dans chaque cas d'espèce.

Selon mon opinion, la Cour ne peut pas sanctionner, par son avis, la création d'une règle nouvelle du droit international, surtout dans le cas présent, quand la règle nouvelle peut apporter des complications diverses.

La majorité de la Cour a en vue la protection fonctionnelle d'un agent de l'Organisation des Nations Unies, même contre l'État national de cet agent. Mais elle n'envisage pas, par exemple, la situation contraire — et possible — quand cet État trouvera opportun et nécessaire de protéger cet agent contre les actes de l'Organisation elle-même.

La Cour ne peut qu'interpréter et développer le droit international en vigueur, elle ne peut statuer que conformément au droit international. Dans le cas présent, la Cour ne pourrait fonder sa réponse affirmative à la question I *b*), ni sur la convention internationale existante, ni sur la coutume internationale (comme une preuve d'une pratique générale), ni, non plus, sur aucun principe général du droit (reconnu par les nations).

Telle est la raison de ma réponse négative à la question I *b*) posée par l'Assemblée générale, ce qui me dispense de l'obligation de donner une réponse à la question II.

(Signé) S. KRYLOV.

Organization, it is necessary that the latter should conclude a special agreement with these States.

I associate myself with the concern of the majority of the Court to find appropriate legal means whereby the United Nations may attain its objects—i.e., in the present case, protect its agents. But, as I have already said, we must found the right of the Organization to bring an international claim in order to protect its agent on the express consent of the States, either by the preparation and conclusion of a general convention, or by agreements concluded between the Organization and the respective States in each individual case.

In my view, the Court cannot sanction by its Opinion the creation of a new rule of international law, particularly in the present case, where the new rule might entail a number of complications.

The majority of the Court has in view the functional protection of an agent of the United Nations Organization, even as against the national State of the agent. But it has not borne in mind, for example, the opposite—and possible—situation in which the said State may find it desirable and necessary to protect the agent against the acts of the Organization itself.

The Court can only interpret and develop the international law in force ; it can only adjudicate in conformity with international law. In the present case, the Court cannot found an affirmative reply to Question I (*b*) either on the existing international convention or on international custom (as evidence of a general practice), or again, on any general principle of law (recognized by the nations).

Such are the reasons for my negative answer to Question I (*b*) put by the General Assembly, and they render it unnecessary for me to give an answer to Question II.

(Signed) S. KRYLOV.